

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL
AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**

Ottawa, Ontario
Les 10 et 11 juin 2015

Conseillers et confrères,

La saison des congrès de divisions du SCFP de 2015 est maintenant terminée. J'ai eu le plaisir de me rendre à chacun de nos dix congrès de division et d'entendre parler des luttes que le SCFP a entreprises cette année dans tout le pays. Nous sommes confrontés à de nombreuses similitudes, car nous résistons aux mesures d'austérité sous toutes leurs formes dans nos lieux de travail et nos collectivités. Dans chaque région, nous sommes confrontés à des défis grandissants, et les membres du SCFP luttent plus intelligemment et stratégiquement. Je suis également très heureux de signaler qu'en raison d'une planification et d'une surveillance rigoureuse, toutes les divisions du SCFP sont dans une solide santé financière.

En mars, j'ai accompagné notre délégation du SCFP au *Sommet sur le progrès 2015 – Bâtir un Canada meilleur*, qui a eu lieu à Ottawa et a été organisé par l'Institut Broadbent. Le SCFP est un important commanditaire de cet événement qui réunit des progressistes de partout au pays pour élaborer des stratégies et approfondir notre compréhension des défis collectifs. De concert avec d'autres syndicats, des militants politiques progressistes et des représentants de la société civile, nous avons entendu des débats sur les principaux enjeux de la gauche canadienne. À titre de fondateur de l'Institut et ancien chef du parti fédéral NPD, Ed Broadbent a déclaré : « Nous devons vaincre les mauvaises idées conservatrices, mais nous devons aussi nous assurer que ce sont les idées et politiques progressistes qui prendront leur place. » Notre participation au Sommet a permis d'élaborer des stratégies et des alliances approfondies qui sont d'une importance fondamentale en cette année d'élection fédérale.

En avril, j'ai eu l'honneur de diriger la délégation du SCFP à l'*Inter-American Regional Congress (IAMRECON)* de l'Internationale des services publics (ISP), dans la ville de Mexico. Des centaines de délégués syndicaux représentant les syndicats des services publics du Canada jusqu'à la Terre de Feu se sont réunis pour s'attaquer au mouvement de privatisation des services publics grâce à une gamme d'accords commerciaux. Les délégués ont examiné de nombreuses questions telles que le libre-échange, les attaques contre les droits syndicaux, le changement climatique, la sécurité de la retraite, l'équité fiscale et la corruption. J'ai également été particulièrement inspiré par les discussions

PAUL MOIST – National President / Président national **CHARLES FLEURY** – National Secretary-Treasurer / Secrétaire-trésorier national

FRED HAHN – DANIEL LÉGÈRE – LUCIE LEVASSEUR – KELLY MOIST – MARLE ROBERTS – General Vice-Presidents / Vice-présidences générales



à la réunion de nouveaux dirigeants syndicaux plus jeunes à propos du recrutement et du renouveau syndical.

Il est très clair pour moi que nous sommes tous confrontés à des attaques similaires contre nos syndicats et nos droits de se syndiquer et de faire la grève, car nous sommes tous confrontés à une lutte contre les politiques néolibérales. Je me suis joint à d'autres syndicalistes canadiens pour parler des dangers du projet de loi C-51 du gouvernement canadien qui pourrait avoir des effets dévastateurs sur les manifestations légitimes et les grèves, car le projet de loi associe les « perturbations de l'économie » au terrorisme.

Nous avons également des raisons d'être optimistes, car nous avons entendu parler d'importantes victoires et de résistance efficace, notamment le fait que plusieurs pays de l'Amérique du Sud ont élu des gouvernements socialistes qui reconnaissent les droits des travailleurs.

La délégation du SCFP a renforcé nos relations avec d'autres syndicats du secteur public et renouvelé notre engagement à entreprendre la lutte afin de protéger les services publics aux niveaux local, national et international.

Au début de juin, je me suis joint au contingent des membres du Conseil exécutif national et du personnel du SCFP pour participer à la réunion annuelle de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), à Edmonton. Le SCFP a une fois de plus joué un rôle déterminant dans la défense des services publics, à la FCM, et a fortement souligné les périls de la privatisation. Le SCFP a fourni une importante contribution, notamment en organisant un atelier avec Bonnie Lysyk, la vérificatrice générale de l'Ontario, qui a présenté ses constatations convaincantes, publiées en décembre 2014, révélant que les partenariats publics-privés (les 3 P) coûtent plus cher et sont fondés sur des principes financiers erronés.

Le SCFP National continue d'apporter une contribution importante aux campagnes menées à travers le pays. Si l'on inclut les campagnes à frais partagés qui ont été recommandées en vue de l'approbation du Conseil exécutif national, en juin, la somme de 1 596 495 \$ de notre budget de près de 2,7 millions de dollars est immobilisée.

Comme je l'ai mentionné aux congrès de divisions, il est temps que le SCFP discute d'une augmentation des sommes disponibles consacrées aux campagnes. C'est notre moyen direct pour augmenter notre force, combattre l'austérité et soutenir les sections locales. La proposition de modifier la répartition entre la Caisse nationale de grève et la Caisse nationale de défense fera l'objet d'une discussion détaillée à la réunion du Conseil exécutif national en vue d'élaborer une proposition à soumettre au congrès national de novembre.

Vous verrez dans les états financiers ci-joints que nos retards dans le paiement de la capitation ont diminué par rapport au dernier trimestre et que nos prévisions de recettes sont sur la bonne voie pour le premier trimestre de 2015. Comme vous le savez, nous avons perfectionné les processus que nous utilisons pour les prévisions des recettes. Par conséquent, notre budget reflète plus étroitement nos exigences financières. Nous continuons à suivre de près toutes les dépenses afin de suivre le budget.

Je voudrais remercier nos syndics, qui ont travaillé très diligemment cette année encore, en effectuant une vérification exhaustive des finances du SCFP National. Leurs recommandations seront soigneusement examinées par l'ensemble du Conseil exécutif national.

Je tiens également à souligner le dévouement que nous constatons chez tous les syndics qui prennent la responsabilité d'effectuer des vérifications des sections locales, des divisions, des conseils régionaux et de tous les organismes à charte du SCFP. Leur rôle est crucial pour le travail de notre syndicat.

ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2015

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2015 se situait à 199,6 millions de dollars, comparativement à 196,6 millions de dollars au 31 décembre 2014 et à 184,0 millions de dollars au 31 mars 2014. Les postes importants sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 31 mars 2015 était de 16,5 millions de dollars, comparativement à 13,2 millions de dollars au 31 décembre 2014 et à 10,6 millions de dollars au 31 mars 2014. Le solde bancaire inclut diverses liquidités internes réservées aux indemnités de retraite, à la capitalisation des futurs avantages sociaux, au congrès de 2015, à une réserve pour la gestion des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Les immobilisations ont augmenté de 945 000 \$ nets au cours du trimestre. Du côté de la technologie, notre remplacement annuel d'ordinateurs en fin de cycle de vie est presque terminé, et l'instauration d'Office 365 a commencé pendant le premier trimestre. De plus, le projet de système de gestion électronique des documents continue à progresser, tout comme les projets de mise à niveau et d'amélioration des systèmes SISL et SICC.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 141,4 millions de dollars au 31 mars 2015, comparativement à 139,3 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Grâce à la bonne gouvernance dont s'est doté le SCFP en créant la feuille de route pour les avantages sociaux futurs en 2005, nous continuons de progresser vers l'atteinte de notre but, qui est d'inscrire le passif de capitalisation des avantages sociaux futurs au bilan. En outre, les règles de comptabilité ont changé en 2014, ce qui nous a permis de calculer le passif de manière à reconnaître les revenus de placement sur le capital mis de côté pour financer ce passif. En 2014, le taux d'actualisation utilisé pour calculer le passif est passé à 5,9 % par rapport à 4,8% en 2013. Ce rajustement a produit une importante réduction du montant du passif, qui est maintenant de 170,3 millions de dollars, comparativement à 205,9 millions de dollars à la fin de 2013. Le SCFP pourra ainsi éliminer l'écart et inscrire le passif bien avant la fin des 20 années prévues au départ. Nous recalculerons toutes les projections présentées au Conseil exécutif national de décembre 2014 et nous présenterons notre mise à jour annuelle sur les chiffres à la réunion du Conseil de décembre 2015.

Le solde de la Caisse au 31 mars 2015 se situait à 58,2 millions de dollars, dont 4 millions de dollars sont réservés comme suit : Caisse de participation aux congrès et aux événements nationaux, 1,1 million de dollars et le Fonds pour les édifices régionaux, 2,9 millions de dollars. À partir du solde de la Caisse, nous avons investi 55,5 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde négatif sans restriction de 1,3 million de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est immobilisé, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le surplus d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et les gains non matérialisés sur les placements) pour le cumul de l'année est de 82 000 \$. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 41 000 \$ et le total des revenus est inférieur au budget de 205 000 \$ parce que le rendement des placements a été plus faible que prévu. Le total des dépenses est supérieur au budget de 1,0 million de dollars. Voici quelques éléments significatifs :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique étaient inférieures au budget de 285 000 \$ à la fin du premier trimestre, compte tenu du temps consacré à l'étude et à l'approbation des plans soumis au début de chaque exercice.
2. Le Fonds de riposte était en situation de crédit à la fin du premier trimestre de 2015, à la suite d'un rajustement au premier trimestre relatif à 2014 et aucune dépense compensatoire n'a été reçue pour 2015; par conséquent, ce poste apparaissait inférieur au budget de 226 000 \$.
3. Les frais de bureau ont été inférieurs au budget de 170 000 \$.
4. Les dépenses consacrées au renforcement des divisions provinciales ont été inférieures au budget de 160 000 \$ étant donné le moment où les demandes de paiements ont été soumises par certaines divisions.
5. Les dépenses électorales étaient inférieures au budget de 158 000 \$ pour l'exercice jusqu'à maintenant, parce que les élections prévues n'auront lieu qu'après le 31 mars.
6. Les dépenses consacrées aux déplacements étaient supérieures au budget de 409 000 \$ compte tenu des nombreux déplacements entrepris par le personnel pendant la première partie de l'exercice, en particulier pour participer aux réunions du personnel et aux congrès de divisions de 2015. Ce résultat est cohérent avec ceux du premier trimestre des années précédentes.

Caisse nationale de défense

L'actif total s'élevait à 8,8 millions de dollars au 31 mars 2015, comparativement à 8,3 millions de dollars au 31 décembre 2014 et à 8,3 millions de dollars au 31 mars 2014. Le solde au 31 mars 2015 était de 2,0 millions de dollars, comparativement à 1,4 million de dollars au 31 décembre 2014. En outre, nous avons des placements totalisant 5,6 millions de dollars, comparativement à 5,5 millions de dollars au 31 décembre 2014.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour le premier trimestre ont totalisé 993 457 \$ sur un budget annuel de 2,7 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont établies à 320 578 \$, et les initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 409 785 \$. Le total des dépenses consacrées aux initiatives régionales s'est établi à 164 915 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse nationale de grève au 31 mars 2015 s'élevait à 83,0 millions de dollars, comparativement à 79,8 millions de dollars au 31 décembre 2014, et à 77,5 millions de dollars au 31 mars 2014. Cet actif était formé de 4,0 millions de dollars en liquidités, de 1,7 million de dollars en capitation à recevoir et de 77,3 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 1,5 million de dollars. Au 31 mars 2015, le solde de la Caisse s'établissait à 81,5 millions de dollars, comparativement à 79,3 millions de dollars au 31 décembre 2014, et à 77,5 millions de dollars au 31 mars 2014.

Les revenus de la Caisse de grève, y compris les revenus de placements, s'établissaient à 3,8 millions de dollars pour l'exercice. Les dépenses pour la même période ont totalisé 2,7 millions de dollars. Il en résulte un surplus net pour l'exercice jusqu'à présent de 1,0 million de dollars, avant les gains de placements non matérialisés de 1,1 million de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUT ET RÈGLEMENTS

Section locale 7000, Southern Railway, Colombie-Britannique – 126 membres, du 5 janvier au 5 mai 2015

Section locale 2019, Happy Valley-Goose Bay – 39 membres, du 12 janvier au 13 février 2015

Section locale 3902, Université de Toronto – 887 membres, du 26 février au 1^{er} avril 2015

Section locale 3903, Université York – 912 membres, du 3 mars au 1^{er} avril 2015

Section locale 6447, SEH – 21 membres, du 29 janvier au 13 mars 2015

Section locale 1431, Commission des eaux de Halifax (interne) – 105 membres, 19 mai 2015 (présentement)

Section locale 227, Commission des eaux de Halifax (externe) – 230 membres, 19 mai 2015 (présentement)

Section locale 608, Centre Naramata – 30 membres, 15 mai au 2 avril 2015

Section locale 101, Ville de London (interne) – 750 membres, 25 mai 2015 (présentement)

Section locale 873-03, SN Transport Inc. – 126 membres, 1^{er} juin 2015 (présentement)

RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION

Pour le trimestre terminé en mars 2015, le total des retards s'élevait à 5 556 795 \$, soit une baisse de 842 581 \$ ou de 13,17 % par rapport au trimestre précédent terminé en décembre 2014. Le total des retards a diminué de 6,08 % par rapport à mars 2014.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

En misant sur l'élan créé en 2014 avec une série de réalisations connexes dirigées par le Comité de direction de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI), la première moitié de 2015 a été une période très occupée et productive pour le Service de la technologie. Cet élan dans la première moitié de 2015 a permis de réaliser plusieurs réussites clés dans quatre principaux domaines d'intérêt.

Système d'information sur les sections locales (SISL) 2

Pour atténuer les risques techniques existants concernant les applications de base du SCFP, le Service de la technologie développe et met à l'épreuve la nouvelle application et base de données SISL 2. La nouvelle application SISL 2 a été conçue et élaborée en suivant les normes modernes et éprouvées de l'industrie, qui permettront au SCFP de maintenir et soutenir SISL 2 pendant des années à venir. Nous travaillons actuellement à une version de SISL 2 qui fonctionnera comme une application sur un téléphone intelligent. Je vous en dirai plus long sur ce projet au cours des prochains mois.

Système de gestion des relations avec les membres (GRM)

Beaucoup d'attention a été consacrée à la création de la notion d'un nouveau système de gestion des relations avec les membres. C'est l'avenir du SCFP selon une perspective des systèmes, et ce système abritera tous les renseignements recueillis sur nos membres et les sections locales en plus de fournir des outils de communication et de déclaration plus robustes. Dans le cadre du projet de GRM, les premières exigences ont été établies, la base de données initiale a été conçue et l'interface de l'utilisateur initiale a été élaborée. Ce système sera conçu à partir des divers systèmes autonomes dans lesquels le SCFP a déjà investi, tels que SISL 2, SICC, *Ensemble pour un monde plus juste* et la capitation, en concevant un système permettant de les réunir tous en une seule grande base de données.

Système de gestion électronique des documents et dossiers

Ce projet essentiel continue d'être l'une des principales sources d'intérêt pour le comité de direction de la GT-TI. Des ateliers ont eu lieu de façon continue, attirant des participants de tout le pays. Au total, environ 125 employés du SCFP de tous les syndicats du personnel ont participé aux travaux jusqu'à ce jour. L'objectif des ateliers a été d'identifier les différentes façons dont les documents sont utilisés et stockés dans les différentes régions en vue d'établir une méthodologie commune reposant sur les meilleures pratiques.

Infrastructure de la TI

Sur le plan de l'infrastructure informatique, les choses vont toujours de l'avant. L'installation de l'équipement de vidéoconférence nationale a récemment été complétée dans tous les bureaux tel qu'identifiés dans le budget de 2015. Le système de vidéoconférence doit maintenant être amélioré et nous travaillons sur ce projet. Ce projet comprenait l'installation d'unités de vidéoconférence et la formation des utilisateurs à tous

les bureaux régionaux et à plusieurs des bureaux locaux du Canada. Notre première réunion du Conseil exécutif national par vidéoconférence a été menée à bien le 12 mai. Le plus grand projet d'infrastructure informatique cette année, et de loin, a été le déploiement de Microsoft Office 365, avec la mise à niveau du serveur de messagerie du SCFP à Microsoft Exchange 2013. Non seulement ce projet permettra de s'assurer que chaque employé du SCFP a la dernière version de Microsoft Office disponible, mais la fonctionnalité accrue pour collaborer et communiquer permettra de meilleures interactions avec tous les employés et tous les membres du SCFP. Ce projet inclut l'utilisation de Skype pour les entreprises, qui permettra aux utilisateurs d'utiliser la vidéoconférence à leur bureau. Le Service de la technologie du SCFP a également entrepris plusieurs initiatives écologiques, dont la réaffectation de vieux ordinateurs portables qui seront utilisés comme ordinateurs supplémentaires pour les remplacements lors des congés et la reconfiguration des imprimantes multifonctions, scanners et photocopieurs à l'impression recto verso par défaut.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Nous sommes heureux d'annoncer que le nouveau bureau régional de l'Ontario à Markham se verra décerner la certification or de la norme LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) du Conseil du bâtiment durable du Canada. Nous avons visé haut avec ce projet, et cette réalisation est une importante validation des efforts considérables du SCFP et de son engagement en matière de responsabilité environnementale et envers la réduction de son empreinte environnementale. L'espace de travail progressif du projet est doté d'un certain nombre de caractéristiques de conception saine et durable, allant des commandes d'éclairage et systèmes de ventilation automatisés à un aménagement intérieur innovateur qui permet à tous les employés de partager la lumière naturelle.

Nous sommes également très fiers d'annoncer que l'agrandissement de l'édifice du bureau national, situé sur la rue Triole, à Ottawa, s'est vu accorder la certification argent de la norme LEED par le Conseil du bâtiment durable du Canada. D'autres bonnes nouvelles pour nos membres, notre personnel et notre planète. La construction écologique est importante pour de nombreuses raisons. Ce n'est non seulement logique, mais c'est la bonne chose à faire. En utilisant moins d'énergie, non seulement les bâtiments certifiés LEED permettent d'économiser de l'argent et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais ils contribuent aussi à rendre les collectivités et l'environnement de travail plus sains, et à améliorer la qualité de vie.

En Colombie-Britannique, nous avons poursuivi le processus de recherche d'un nouvel endroit pour le bureau régional de la Colombie-Britannique. Comme nous l'avons signalé en mars 2015, nous avons trouvé deux propriétés qui ont fait l'objet d'un contrat dans le cadre de ce qu'on appelle une déclaration d'intention. La déclaration d'intention constitue les conditions sous lesquelles nous accepterions d'acheter l'immeuble, en nous offrant la possibilité de déterminer quelle sera la propriété de notre choix pour aller de l'avant avec une entente d'achat et vente. Notre personnel travaille de concert avec une équipe de conseillers offrant des services juridiques, de gestion de projet et de financement immobilier

pour nous aider à faire preuve de diligence raisonnable tout au long du processus. Une énorme quantité de travail a été accomplie au cours des trois derniers mois à cet égard, menant à une recommandation qui a été soumise à cette réunion du Conseil exécutif national pour aller de l'avant avec l'un des édifices.

Baux

Le bail de location du bureau de Timmins, en Ontario, a été renouvelé pour une période supplémentaire de cinq ans, du 1^{er} novembre 2014 jusqu'à la date d'expiration, le 31 octobre 2019.

Dans le rapport de mars 2015, nous avons mentionné une propriété éventuelle pour le bureau de Prince George, en Colombie-Britannique. Dans le cadre de notre travail normal de diligence raisonnable, nous avons retenu les services d'une firme locale d'ingénierie et d'architecture pour effectuer une analyse d'évaluation d'immeuble. Malheureusement, les résultats n'ont pas été favorables, et le propriétaire n'était pas disposé à corriger les problèmes identifiés. Pour cette raison, nous avons annulé l'offre de location et continuerons d'occuper les locaux actuels jusqu'à ce que nous trouvions des locaux appropriés.

Nous continuons d'explorer les options de renouvellement de bail ou de réinstallation du bureau de Dalhousie, au Nouveau-Brunswick, ainsi que des bureaux de Peel, London, Sudbury, Kenora et Thunder Bay, en Ontario; et de Prince George et Medicine Hat, en Alberta.

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

Le préavis du Congrès national du SCFP 2015, qui aura lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique, du 2 au 6 novembre 2015, a été publié sur le site Web du SCFP, le 6 mai. Ce préavis concernant cette date a également été envoyé par la poste aux sections locales. Depuis la publication de cette annonce, Voyages W.E. a reçu un certain nombre de demandes de réservations à l'hôtel en vue du voyage. Déjà, le lundi 25 mai, les membres avaient réservé un certain nombre de chambres aux divers hôtels prévus pour les délégués.

La convocation officielle et les lettres de créances seront envoyées à nos sections locales du SCFP au plus tard le 4 août 2015. La convocation officielle sera disponible également sur le site Web le 4 août 2015. Veuillez prendre note que le 4 août 2015 est également la date limite pour envoyer des résolutions et des amendements constitutionnels. Une fois de plus, nous nous attendons à un congrès réussi et très attendu sur la Côte Ouest. Le personnel de notre bureau national travaille fort pour s'assurer que le congrès national de 2015 sera un succès.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Lancement des cours d'été partout au Canada

Les cours d'été du SCFP d'une semaine se déroulent partout au pays. Les inscriptions sont nombreuses, car les membres et les sections locales utilisent notre programme de formation pour remettre le mouvement syndical en mouvement. Ces programmes scolaires comprennent certains nouveaux ateliers. Par exemple, l'atelier intitulé *Introduction aux droits de la personne* se déroule en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique.

Ateliers sur la négociation collective

Nous continuons à élaborer une nouvelle approche de formation en négociation pour les cadres locaux du SCFP, les comités de négociation et les militants. Le nouveau programme de huit ateliers fournit une formation ciblée aux sections locales sur les différents stades du processus de négociation : de la création d'un plan stratégique de négociation à la préparation à la grève et à la formation du responsable du piquetage en cas d'échec des négociations. En outre, un nouveau module, *Ce que les personnes déléguées doivent savoir sur la négociation*, s'ajoutera à la série de cours pour les personnes déléguées syndicales. Le nouveau programme sera lancé au congrès national de Vancouver et sera offert aux sections locales par la suite.

Programme sur la santé et sécurité au travail

Les travaux concernant une nouvelle série d'ateliers sur la santé et sécurité au travail progressent bien. Cinq modules sont présentement mis à l'essai aux cours d'été de la Saskatchewan. Après la révision finale, ces modules seront finalisés en français et en anglais. Les sept modules restants seront terminés au cours de l'année prochaine.

Conférence sur la privatisation

Au début de mai, le programme d'éducation syndicale a collaboré avec la Division de Terre-Neuve-et-Labrador, le personnel régional de l'Atlantique, le Service des communications et la Direction des services nationaux à préparer une conférence sur la privatisation juste avant le Congrès de division de St. John's. Le moment n'aurait pas pu être mieux choisi, car l'événement s'est déroulé peu de temps après la confirmation du budget provincial selon laquelle le gouvernement a l'intention de privatiser les soins de longue durée et d'autres services fournis par les membres du SCFP.

De nouvelles ressources importantes au programme d'alphabétisation du SCFP

Le livre intitulé ***Les transformations : L'alphabétisation et le mouvement syndical, passé, présent et futur*** est maintenant offert dans les deux langues. Ce projet, dirigé par le SCFP, est le résultat de deux années de dur labeur, de recherche et de collaboration. Ce livre, publié par le *Workers Arts and Heritage Centre* de Hamilton, sera partagé entre les bureaux du SCFP et sera également disponible à la vente à d'autres organismes syndicaux. À une période où la plupart des organismes d'alphabétisation ont perdu leur

financement fédéral, puis fermé leurs portes, cet ouvrage décrit la contribution précieuse des syndicats dans l'histoire de l'alphabétisation au Canada.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Le Conseil de syndicats tiendra sa deuxième réunion de l'année en juin pour examiner les questions en suspens concernant le régime de retraite. Les syndicats ont également invité les constituants à assister à la présentation de l'évaluation actuarielle du 1^{er} janvier 2015 pour obtenir leurs commentaires ou observations.

Le Conseil de syndicats a récemment lancé le nouveau site Web du régime de retraite des employés du SFCP www.cepp.ca, qui contient de plus amples renseignements sur le régime et qui est accessible au public.

Les vérificateurs du régime de retraite des employés du SFCP (RRES) ont terminé la vérification de la caisse de retraite de 2014, et les états financiers seront présentés aux syndicats à la réunion de juin en vue d'une approbation et de la publication sur le site Web du RRES.

Le Rapport 2014 aux membres du régime est bien amorcé et sera également affiché sur le site Web du RRES en juillet.

Le personnel du régime de retraite travaille actuellement à la préparation des relevés annuels du régime de retraite de 2014 pour tous les participants actifs au régime, les retraités et les participants bénéficiant de droits acquis différés.

La planification des séminaires de préretraite de l'automne 2015 est également amorcée. Les séminaires seront vraisemblablement donnés à Vancouver, Ottawa et Toronto, selon le nombre d'inscriptions. Les séminaires sont offerts aux participants au régime de retraite qui ont atteint l'âge de 45 ans et qui ont cinq années de service valide reconnues par le régime. Les séminaires visent à préparer les membres psychologiquement et financièrement à leur retraite.

Décès

Mme Marlene Hughesman, conjointe du regretté retraité John D. Hughesman – 21 avril 2015
Consœur Jean Marie Ross, retraitée, bureau de Calgary – 27 mai 2015
Consœur Lanette Ruth Bowman, retraitée, bureau régional du Manitoba – 5 juin 2015

Retraite

La consœur Heather I. Hibbard, bureau de Peterborough – 1^{er} mars 2015
Le confrère Kelly Murray, bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} avril 2015
La consœur Lorna E. Myers, bureau de New Glasgow – 1^{er} mai 2015
La consœur Kathleen E. Corrigan, bureau régional de la Colombie-Britannique – 1^{er} juin 2015
Le confrère Donald E. Devine, bureau régional de la Colombie-Britannique – 1^{er} juillet 2015
La consœur Jill Allyson Currie, bureau régional du Manitoba – 1^{er} juillet 2015

La consœur Sylvie Pépin, bureau régional du Québec – 1^{er} juillet 2015
La consœur Elaine Ehman, bureau régional de la Saskatchewan – 1^{er} août 2015
Le confrère Sylvain Pilon, bureau régional du Québec – 1^{er} octobre 2015
Le confrère Keith A. Reynolds, bureau régional de la Colombie-Britannique – 1^{er} mars 2016
La consœur Frances C. Robertson, bureau de Kitchener – 1^{er} avril 2016
La consœur Carole Lefebvre, bureau national – 1^{er} avril 2016

CONCLUSION

Au cours des prochains mois, nous nous concentrerons davantage sur l'élection du premier gouvernement fédéral néo-démocrate du Canada. Le travail que nous pourrons entreprendre déterminera l'avenir de notre pays et de notre mouvement syndical.

Ce sera un été très chargé, car nous nous concentrerons également à la préparation de notre congrès national à Vancouver, cet automne.

Je vous offre mes meilleurs souhaits pour ce printemps et cet été.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,


CHARLES FLEURY

:mar/sec